

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 392

jeudi 18 décembre 1975

LA FRANCE, PAYS DU «SECOND MONDE»

Il est clair qu'en supprimant brutalement toute aide financière et technique aux Comores, après la proclamation de leur indépendance, le gouvernement français n'ignorait pas les graves difficultés économiques qu'il allait y provoquer. Les longues années de domination coloniale ont mis aujourd'hui les Comores dans l'impossibilité de subvenir à leurs propres besoins. Les manifestations du colonialisme sont toujours les mêmes. Il pille les richesses des pays qu'il domine et les rend dépendants pour leur approvisionnement en produits les plus vitaux.

En créant les conditions de la famine aux Comores, le gouvernement français veut faire pression pour s'opposer à leur indépendance. L'autre aspect de cette manœuvre étant la poursuite de l'occupation militaire d'une partie du territoire national des Comores : l'île de Mayotte.

Soyons sûrs que de la même façon que le tiers monde a reconnu immédiatement l'indépendance des Comores et a condamné les manœuvres du colonialisme, il va manifester sa solidarité avec le peuple des Comores. Cette solidarité des pays du tiers monde, qui est un des traits marquants du monde contemporain, sera un des facteurs décisifs permettant aux Comores de renforcer leur indépendance, d'édifier une économie nouvelle.

Tout ceci démontre que même s'il est résiduel, le colonialisme français n'en demeure pas moins cruel et s'accroche de toute son énergie à ses dernières positions.

Survenant au moment même où s'est ouverte à Paris la conférence «Nord-Sud», ces événements mettent en lumière la nature profonde des pays tels que la France. Tandis qu'à Paris, devant la conférence, Giscard déclare : «La justice nous commande d'adopter une attitude réaliste et hardie vis-à-vis des problèmes des pays en développement, en particulier les plus défavorisés», aux Comores est suscitée la famine.

L'attitude de pays capitalistes avancés tels que la France vis-à-vis du tiers monde présente toujours deux aspects. Pays impérialistes de vieille date ils cherchent toujours à maintenir vis-à-vis du tiers monde des rapports de domination. Partout où ils le peuvent ils se livrent au pillage.

Mais dans le même temps, ils sont de plus en plus contraints d'établir un nouveau type de rapports avec le tiers monde. Pour deux raisons.

D'abord parce que par leurs luttes, nombre de pays du tiers monde ont conquis leur indépendance et combattent aujourd'hui pour la consolider. Le rapport des forces s'est

(Suite page 8)

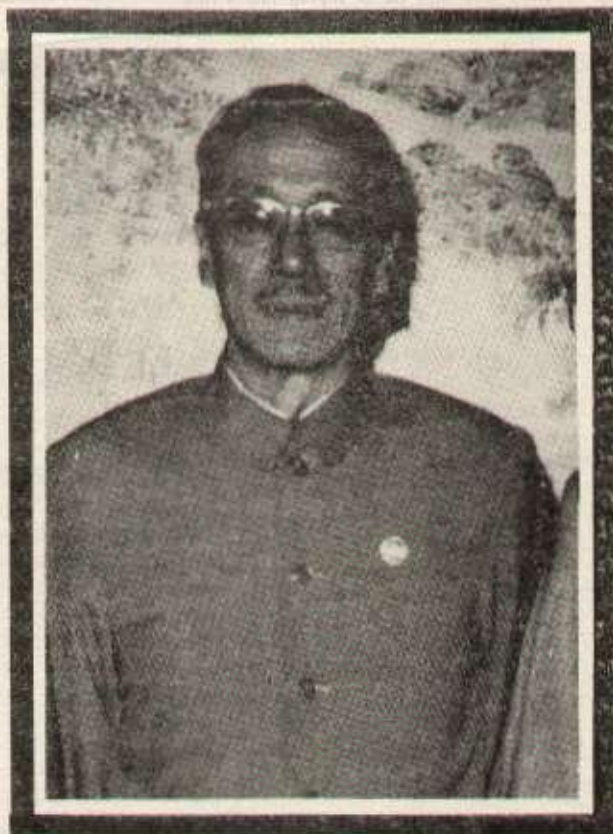
COMORES

LE COLONIALISME FRANCAIS VEUT PROVOQUER LA FAMINE

Article page 8

Kang Cheng

Vice-président
du Comité central
du Parti communiste chinois
est décédé
mardi à 77 ans
après une très longue
maladie.



PÉKIN — 16 DÉCEMBRE — «CHINE NOUVELLE»

Le Comité central du Parti communiste chinois, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine et le Conseil des affaires d'État annoncent avec une grande douleur : le camarade Kang Cheng, membre du Comité central du Parti communiste chinois, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois et vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, est décédé des suites d'une maladie, le 16 décembre 1975 à 6 h 05, à Pékin, à l'âge de 77 ans, malgré tous les soins qui lui ont été prodigués.

(Suite page 8)



Aux Chèques postaux

LE DROIT SYNDICAL REMIS EN CAUSE PAR LA CIRCULAIRE CHIRAC

La Roche-sur-Yon
Contre l'expulsion des
travailleurs d'Esswein-
Thomson
SOUTIEN ACTIF

En grève depuis une semaine et en occupation depuis jeudi 11 décembre, les ouvriers de l'usine Esswein-Thomson (qui fabrique les machines à laver Brandt) demandent une augmentation uniforme — égale à 10 % du salaire moyen —, la 5^e semaine de congés payés, le paiement de la prime d'ancienneté sur le salaire réel, la diminution de la charge de travail, etc.

La direction se dérobe aux demandes d'entretien et préfère assigner 11 délégués syndicaux (8 de la CFDT, 3 de la CGT) devant le tribunal des référés, afin de faire procéder à l'évacuation de l'usine par les forces de police.

Mardi 16 décembre, à 16 h 30 la « justice » décide ou non de l'évacuation, et une manifestation est prévue pour protester contre la répression patronale et soutenir la juste lutte des travailleurs d'Esswein.

« L'utilisation des locaux administratifs par les organisations syndicales pour tenir des réunions n'est pas un droit. L'autorité responsable peut refuser cette autorisation s'il apparaît que la réunion apparemment syndicale est en réalité politique » (extrait de la circulaire Chirac du 8 octobre 1975).

Les Chèques postaux servent de test à sa mise en application, car la direction s'imagine qu'elle peut manipuler à sa guise un personnel féminin, soi-disant plus malléable et plus docile.

Cela se traduit :

1) par la menace de sanctions graves à l'encontre d'une déléguée syndicale CFDT suite à sa participation à une délégation de masse à Paris-Montparnasse début novembre 1975 ;

2) par l'interdiction de tenir à la cantine des permanences d'information à caractère politique. La direction a envoyé des lettres de chantage aux organisations syndicales les menaçant de supprimer une subvention pour la cantine si celle-ci est utilisée comme lieu de réunion et d'affichage — ce qui revient dans les faits à supprimer tout droit d'information pour le personnel ;

3) par des désignations d'office, des réquisitions de force par lettre recommandée, d'un certain nombre d'agents, au centre de calcul* et à l'arrivée**, ceci pour la première fois dans un centre de tri.

Tout cela provoque la colère des travailleurs. Dès l'annonce de la « journée nationale d'action » du 2 décembre, décision est prise

de ne pas faire un mais trois jours de grève.

Face au mouvement de mécontentement de l'ensemble du personnel des Chèques postaux, l'administration essaie par tous les moyens de briser toute forme d'action. Le personnel répond le 9 décembre par une manifestation de masse devant la direction. Les travailleurs n'entendent pas se voir retirer le peu de droits syndicaux qu'ils ont actuellement. C'est par la lutte qu'ils les ont arrachés, c'est par la lutte qu'ils les maintiendront.

Correspondante HR.

* Centre de calcul : centre nerveux des chèques, là où se trouve l'ordinateur.

** Arrivée : tri des chèques qui arrivent.

A la FNAC la lutte doit s'élargir

La FNAC, c'est une importante entreprise commerciale spécialisée dans la vente de matériel photo, cinéma, livres, etc. Son président directeur général, Essel, se dit de « gauche », une nouvelle manière d'apparaître auprès de ses employés comme un patron « libéral », en employant le paternalisme voulu pour faire accepter à ses employés l'exploitation et les conditions de travail difficiles.

De « gauche » ou pas, un patron

c'est un patron. C'est ainsi que la majorité des travailleurs du secteur librairie de la FNAC se sont mis en grève reconductible de 24 heures, depuis le 9 décembre, pour : 150 F d'augmentation par mois — pour ceux qui gagnent moins de 2 100 F

—, 100 F pour les plus de 2 100 F, une prime de pratique égale pour tous, une heure quotidienne d'information professionnelle, paiement des heures de grève.

Après les tentatives de division et les diverses agressions fascistes du 13 décembre (cf. HR No 391) dont le seul but était de casser la grève, les travailleurs de la FNAC exigent la dissolution pure et simple de la milice patronale.

La section CGT du magasin se retranche derrière une position on ne peut plus ambiguë, du fait que certains de leurs adhérents sont partie prenante dans cette lutte : la direction CGT déclare soutenir les revendications des grévistes tout en refusant de soutenir cette grève !

Sous l'impulsion de la section CFDT et du comité de grève, mardi, les grévistes se sont réunis en assemblée générale. L'après-midi, Essel acceptait de rencontrer les représentants des grévistes. Comment renforcer le rapport de forces, l'unité avec l'ensemble des travailleurs de la FNAC ?

Le rôle du comité de grève a été approfondi dans la discussion ainsi que la nécessité de se lier encore plus aux travailleurs non grévistes. Une motion de soutien a été élaborée qui sera présentée à chaque travailleur pour être signée, un appel à un débrayage pendant l'entrevue avec Essel a été voté.

Mercredi, à la lumière des dernières propositions de Essel (?), doit se tenir une assemblée générale pour décider de la continuation de la lutte.

Pour soutenir financièrement les travailleurs de la FNAC en lutte, envoyer l'argent à la BNP — compte No 71-615/53.

Correspondant HP.

Clark-Strasbourg :

FLICS ET
RÉVISIONNISTES
CONTRE
L'OCCUPATION

Les travailleurs de Clark-équipement en occupation depuis le 24 novembre pour s'opposer aux mesures de réduction d'horaire, et à la décision de 2 mois de chômage technique en décembre et février imposés par la direction, viennent d'être expulsés par la police mardi 16 décembre 1975 à 6 h 30.

Le pouvoir, les patrons violent leur propre légalité : le jugement du tribunal de Strasbourg avait donné un délai de 15 jours, expirant mercredi 17 12/75. Un médiateur était chargé de trouver un terrain de conciliation, mais c'était trop long pour eux, alors ils expulsent...

Bauer, secrétaire de l'union des syndicats de la métallurgie CGT, s'est toujours opposé à l'occupation de l'usine. Aujourd'hui, tout en pleurnichant pour « négocier », il se frotte bien les mains. Sa collaboration ouverte avec le patron nous montre dans quel camp ce renégat révisionniste du PCF se trouve.

ROUBAIX : des travailleurs du textile occupent leur usine

Le 11 décembre vers midi et demi, la colère éclate à l'entreprise de textile Lemaire et Dillies-Tossaco. Réunis en assemblée générale, les travailleurs (euses) votent à main levée la grève avec occupation des locaux.

Depuis lors, le mouvement est suivi à 100 %. C'est pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail qu'ils se sont unifiés et se sont engagés avec fermeté dans la lutte. Ils exigent 1 F de l'heure d'augmentation, l'égalité des salaires pour des travaux identiques, ainsi que 25 % de prime pour l'équipe de nuit, 1 000 F de prime de fin d'année, et le paiement intégral des journées de grève.

La dernière lutte dans l'entreprise remontait à 1937. Elle avait duré 11 mois. C'est en s'inspirant de son exemple qu'aujourd'hui, ouvriers français et immigrés, tous unis à la base et dans l'action, combattent pied

à pied la direction. Cette direction fasciste et raciste qui jusque-là faisait impunément régner sa terreur !

Régulièrement, les intimidations, les menaces et les pressions de la direction et de certains cadres sont réduites en fumée par les grévistes qui, réunis en assemblée générale, prennent démocratiquement toute décision concernant la poursuite et l'organisation de la lutte.

Les travailleurs (euses) n'accepteront pas les miettes que la bourgeoisie se propose de leur concéder. Elle peut bien opposer sa violence réactionnaire à leur juste colère prolétarienne, ils se battront jusqu'à la victoire. Exemplaire à plus d'un titre, leur lutte a déjà « fait des petits », plusieurs autres usines textiles se sont déjà engagées en effet dans cette juste voie de lutte classe contre classe



DE PARTOUT LES CHOMEURS S'ORGANISENT

La volonté légitime de s'unir pour vaincre s'accroît chez les chômeurs : à Toulouse, Paris-13^e et 15^e, etc. et c'est une très bonne chose.

Alors que la bourgeoisie capitaliste réprime en jetant à la rue des travailleurs, tout en augmentant ses profits sur leur dos, elle ne veut en aucun cas entendre que les chômeurs demandent du travail, demandent les loyers, les transports, le gaz et l'électricité gratuits, refusent les saisies mobilières. Elle envoie ses flics, comme à l'ANPE Javel contre les travailleurs et les chômeurs ; elle envoie ses huissiers pour entreprendre des saisies comme c'est le cas à la « cité des Marronniers » à Vitry. En fait, elle craint la mobilisation des chômeurs et l'unité qui se crée entre travailleurs actifs et chômeurs qui mènent des actions contre cette bourgeoisie qui nous exploite et nous jette au chômage.

Devant cela la volonté de lutte grandit, et c'est la détermination grandissante des chômeurs et des travailleurs actifs qui fera reculer la bourgeoisie capitaliste.

Toulouse : PREMIERE VICTOIRE DES CHOMEURS. LA LUTTE CONTINUE !

Après plusieurs actions des chômeurs, une première victoire vient d'être remportée : TOUS les chômeurs inscrits ayant moins de 55 ans et qui ne dépassent pas 1 500 F d'indemnité par mois BÉNÉFICIAIRES, DEPUIS LE 15-11-75, DU TRANSPORT MUNICIPAL (CTT) GRATUIT entre 8 heures et 17 heures du lundi au vendredi compris.

En outre, après la « journée d'action » bidon du 2 décembre parachutée par les directions syndicales CGT-CFDT, les chômeurs, organisés dans un « collectif chômeurs » ont décidé de se rendre en délégation à la direction de l'EDF-GDF pour exiger la gratuité du gaz et de l'électricité pour les chômeurs ne pou-

vant pas payer. Cela fait partie de certaines revendications spécifiques aux chômeurs : comme la lutte contre la circulaire de l'ANPE, contre les expulsions de locataires, contre les impôts, etc. ; cette décision avait été annoncée aux travailleurs de l'EDF par une lettre où les chômeurs les appelaient à la *solidarité*.

Et le jeudi 4 décembre, une trentaine de chômeurs s'est rendue à l'EDF pour rencontrer le directeur : celui-ci refuse de les recevoir *tous* et demande de voir 3 ou 4 personnes seulement en invoquant qu'un « directeur ne peut pas recevoir tout ce troupeau et qu'il n'a qu'un tout petit bureau ». Les chômeurs ont refusé et exigé que le directeur descende les voir dans le hall : nouveau refus du directeur. Mais la détermination des chômeurs et la sympathie des employés de l'EDF pour cette action affola

les RG (renseignements généraux) qui étaient déjà là bien avant les chômeurs et qui ont appelé les flics. Très vite de 2 cars débarquent plus de 60 flics matraques au poing, soit plus de 2 flics contre un manifestant, pour les expulser violemment. Après les avoir jetés dehors, des chômeurs leur ont demandé ce qu'ils feraient s'ils étaient eux aussi au chômage. Un des flics leur a répondu : « D'abord je ne suis pas à votre place et si je l'étais je ne ferais pas ce que vous faites... » Cependant les chômeurs ont accepté d'envoyer 4 personnes pour discuter avec le directeur ; mais celui-ci voyant le rapport des forces en sa faveur leur a répondu comme un chien enragé : « Vous n'avez qu'à vous chauffer et vous éclairer avec des bougies ! »

En effet, nous chômeurs, nous comprenons très bien pourquoi tout ce beau monde a des raisons de ne pas se sentir à notre place ni s'inquiéter de notre situation. Car au moment où la bourgeoisie réactionnaire jette à la rue, dans la misère, des milliers et des milliers de travailleurs, ELLE PAIE GRASSEMENT SES CHIENS DE GARDE DU CAPITAL... QUI SONT BIEN AU CHAUD.

Voilà pourquoi ni les uns ni les autres ne veulent nous entendre quand nous demandons du travail et de meilleures conditions de vie pour tous ; la bourgeoisie lâche sur nous ses flics pour nous réprimer en renforçant chaque jour plus son appareil de répression. Quant à nous

chômeurs, nous sommes décidés à lutter jusqu'au bout, aux côtés de tous les travailleurs actifs pour la satisfaction de nos revendications et contre la répression.

**Pas un seul licenciement !
Du travail pour tous les chômeurs !**

Et droit aux allocations au moins égales au SMIC pour tous !

Correspondant HR
et des chômeurs
de Toulouse.

COMITE DE CHOMEURS PARIS-13^e-15^e

Le comité de chômeurs 13^e créé il y a quelques mois par l'Union locale CFDT-13^e, regroupe des chômeurs syndiqués et non syndiqués qui luttent tout comme leurs camarades de Toulouse et du comité 15^e pour les transports gratuits, etc.

Récemment une action eut lieu auprès des responsables de l'EDF pour exiger des délais de paiement des factures de gaz et d'électricité ; ils ont obtenu des facilités dans les paiements.

C'est un premier pas, et la lutte va se généraliser avec d'autres comités. Le comité de chômeurs du 15^e, lui, vient tout juste de se créer et il axe ses actions sur les mêmes objectifs.

Notons qu'une permanence du comité de chômeurs du 13^e a lieu le vendredi de 16 h 30 à 18 h 30, au 62, bd de l'Hôpital Paris-13^e.

HOPITAL FRANCO-MUSULMAN DE BOBIGNY

Dans les sous-sols de l'hôpital, le personnel de la « chaîne » des cuisines, c'est-à-dire qui remplit les assiettes, lave les couverts, etc., est surexploité. Il y a 26 postes de travail et seulement une quinzaine de personnes présentes. La lutte a éclaté après le licenciement d'une travailleuse. Auparavant la CGT avait le monopole sur les travailleurs des cuisines. Cette fois la CFDT est intervenue pour aider les travailleurs, disant qu'aucun n'est « indéfendable », comme le murmure la CGT. Les dirigeants PCF-CGT — qui n'ont rien à voir avec les travailleurs de la chaîne syndiqués CGT — n'ont jamais dit officiellement le mode d'action qu'ils proposent. Mais dans les faits, vendredi, la dirigeante CGT

— ancienne secrétaire partitulière d'un conseiller général PCF — est repassée à la « chaîne » après l'assemblée générale qui avait décidé de poursuivre l'action, en disant que le point de vue syndical c'était de montrer « sa bonne volonté au directeur » en recommandant à doubler les postes ! C'est le point de vue d'une représentante de la bourgeoisie révisionniste mais pas celui de la section CFDT et sûrement pas celui de l'ensemble des adhérents CGT — si la démocratie syndicale était suffisante pour qu'ils puissent s'exprimer !

Cela n'a pas empêché la réaction des travailleurs de la chaîne et de la section CFDT qui, en assemblée générale, ont décidé de refuser de doubler les postes. Le

LA LUTTE S'ORGANISE

Jer jour ce fut un échec, les travailleurs mal préparés et seuls face à la répression reprennent leur cadence infernale après la convocation d'un travailleur chez le directeur pour avoir refusé de doubler.

Le lendemain, la CFDT décide de prendre les mesures qui s'imposent : des militants syndicaux sont autour de la chaîne et empêchent toute pression. Jamais le travail ne s'est fait avec autant de bonne humeur. Comme ils font leur travail *normalement*, à certains plateaux il manque un hors-d'œuvre ou un dessert, il n'y a plus de régime « sans sel », etc.

Le lendemain l'explication se fait aux malades et au personnel.

c'est la faute au directeur ! Il faut faire des assemblées de malades, des idées sont proposées : que les malades descendent manger au self avec le personnel, etc.

L'attitude du directeur est claire : c'est un patron ! Finies les « concertations », fini le « service public », l'hôpital c'est une entreprise comme une autre : des insultes, des menaces, en fait la peur de la lutte de classes. *Il est obligé d'annuler le licenciement.* Pour l'embauche du personnel, il prétend qu'il ne peut pas, tous les postes budgétaires sont pleins. Ça c'est son problème. *Il faut être 26 et pas 15*, voilà le point de vue des travailleurs.

Les communistes
marxistes-léninistes
de l'hôpital.



DOSSIER ITALIE (6)

L'ACTIVITE DES SYNDICATS

Elle est traditionnellement orientée par la négociation des conventions collectives. Mais ceci d'une façon différente de ce qui se passe en France. Trois facteurs ici lui donnent un style particulier : la méfiance envers l'État, la réaction à vingt années d'État corporatiste, la décentralisation de la vie politique. De plus, nous y reviendrons, les luttes de 1968-69 ont provoqué une évolution de la structure syndicale même. Finalement, les syndicats ont préféré régler les nombreuses questions des conditions de travail directement avec les employeurs sans avoir recours à l'intervention du législateur. Ceci en dépit de la présence au Parlement de nombreux dirigeants syndicaux et des liens entre syndicats et partis politiques.

Depuis 1969 cependant, les syndicats exercent une forte pression sur le gouvernement pour obtenir l'établissement d'une série de lois importantes touchant les réformes sociales. Il leur est apparu que leur activité ne devait pas se limiter à la défense des travailleurs sur leur lieu de travail. Les revendications des travailleurs exprimées lors des assemblées d'usine qui commencent à se tenir à partir de cette époque mettent en évidence l'importance des facteurs externes à l'entreprise : conditions de logement, de transports, d'assistance sanitaire, d'enseignement, par exemple.

Un «pansyndicalisme» se substituant aux partis ?

L'action des syndicats s'est placée à deux niveaux, central et local. Au niveau central, négociations avec le gouvernement appuyées par des grèves nationales, souvent de grande ampleur. Au niveau local, intense activité des unions syndicales de province. Ce sont d'ailleurs de nouveaux organes créés justement à ce niveau pour «délibérer sur les politiques concernant l'activité régionale et, en particulier, la programmation, l'aménagement du territoire, l'emploi, l'émigration la santé, les transports, l'agriculture» (1) qui coordonnent l'action.

Dans la province de Turin, par exemple, les trois syndicats ont pu organiser dans certaines zones un conseil intercatégoriel, formé par les conseils de délégués des usines de la zone ; conseil qui, entre les questions de travail, intervient sur des problèmes tels que l'école, les transports, le logement, la médecine, etc. Selon le sujet abordé, il s'associe des étudiants, des enseignants, des médecins, des agriculteurs.

LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

Le système italien de négociations collectives présente un grand intérêt pour l'étude du mouvement syndical. Il explique la structure de l'organisation, les rapports de force, les modes de liaison avec la base

ouvrière, les possibilités d'action du syndicat dans l'entreprise.

L'évolution de ce système dans le sens de la décentralisation a contribué au renforcement des structures verticales, fédérations et syndicats de province et, à travers la «négociation articulée» (avenants d'entreprise aux conventions nationales) au renforcement de la représentation syndicale dans l'entreprise. Mais le système de la «négociation articulée» prendra fin, de fait, sinon de façon formelle, dans le tourbillon de l'«automne chaud» de 1969. A partir de cette date, faut-il parler de «participation conflictuelle» ?

En fait, l'absence de toute clause anti-grève dans les conventions, le contenu qualitatif des négociations, le système d'élection des délégués d'atelier révocables à tout instant, entretiennent un climat tel qu'il est inexistant de parler de «cogestion à l'allemande». Ainsi les travailleurs italiens refusent-ils le «staff mixte», c'est-à-dire le conseil de surveillance paritaire composé de représentants patronaux et syndicaux. Il n'est même pas question de concertation élargie entre employeurs et État. La Fédération unitaire des syndicats de la métallurgie réclame pour la prochaine convention collective un droit de contrôle sur les investissements dans le but d'obtenir une diversification de l'industrie - en dehors de toute discussion tripartite -. Et ceci, a souligné B. Trentin, secrétaire général de la fédération, même s'il y avait une autre majorité politique, même si les syndicats avaient à discuter «avec des directions d'entreprise autogérées».

Toute une conception du syndicalisme remise en cause, au moment où la crise économique crée les conditions d'explosion. Ce qui fait dire au «Monde» que «plus que jamais l'Italie demeure un "laboratoire social"».

(1) Statut des organes régionaux de la CISL.

U.R.S.S. : LA NOUVELLE CONSTITUTION DANS L'IMPASSE

Malgré les assurances formelles de Brejnev, 1975 ne sera pas l'année de la nouvelle constitution de l'URSS : l'élaboration de la nouvelle «loi fondamentale» soviétique est toujours au point mort. Brejnev lui-même préside les travaux de sa «commission de rédaction» depuis... 1964 ! La constitution de 1936 que Brejnev prétend remplacé avait, elle, été élaborée en moins de deux ans, après une discussion publique de 5 mois. Une preuve de plus que, derrière les épaisses murailles du Kremlin, des clans s'opposent pour le pouvoir.

Nouvelles brèves

TIMOR : DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'O.N.U.

Le Portugal vient de demander au Conseil de sécurité de l'ONU de condamner l'agression de l'Indonésie contre Timor et d'exiger le retrait immédiat des troupes envoyées par Djakarta.

Son représentant à l'ONU a accusé l'Indonésie d'avoir commis une agression flagrante en violation de la Charte des Nations unies et a souligné que le Conseil de sécurité devait aider le Portugal «à continuer à faire son devoir» en créant les conditions dans lesquelles le peuple de Timor pourrait exercer librement son droit à l'autodétermination.

PORTUGAL

Le Conseil de la révolution a décidé «d'ouvrir des négociations avec les partis politiques à partir du 17 décembre en vue d'étudier les modalités possibles de la révision de la plate-forme d'accord constitutionnel MFA-partis politiques», a annoncé un communiqué de la présidence de la république. Celui-ci fait remarquer cependant que la signature de ce programme entre le MFA et les partis a été volontaire et qu'elle engage, en conséquence, la responsabilité des signataires.

Le Conseil de la révolution a par ailleurs décidé d'accorder un nouveau délai de 72 heures pour que les armes de guerre encore entre les mains des milices parallèles soient remises aux autorités civiles et militaires.

U.S.A. : LES RAVAGES DE LA DROGUE

Le commerce de l'héroïne, de la cocaïne et de la marijuana est actuellement florissant à New-York où, selon des témoins, il suffit de remonter la 8ème avenue pour entendre les vendeurs de ces poisons héler les passants en criant les types et qualités de produits dont ils disposent.

Rien qu'à New-York, entre quatre vingt et cent mille personnes s'adonnent régulièrement à des drogues «dures» et on y compte environ un millier de décès par an dus à des «overdoses» (trop fortes doses).

BRESIL : EXPULSION DU PERE JENTEL

Le père Jentel, prêtre français, vient d'être arrêté à Fortaleza et expulsé du Brésil. Il avait déjà été arrêté par les autorités brésiliennes en 1973 et condamné à 10 ans de réclusion sous l'accusation d'avoir fomenté un soulèvement de paysans contre de grands propriétaires terriens à Santa Terazina, dans le Matto-Grosso.

Revenu en France après sa première expulsion, il avait beaucoup travaillé à faire connaître dans notre pays la juste lutte armée des paysans de l'Araguaia.

Le suicide d'une travailleuse

«CAPITAL ASSASSIN !»

Nous avons reçu de notre correspondant d'une grande ville de l'Ouest, une lettre retraçant la vie d'une jeune ouvrière venant de mettre fin à ces jours. Cette lettre suscite chez le lecteur les plus grands sentiments de révolte. Nous ne la publions pas seulement pour cela, mais parce qu'au fond, le combat sombre de cette travailleuse, tout solitaire qu'il soit, est la manifestation la plus concrète de ce que les classes dominantes — dont font partie les Marchais et Cie — qui en sont les responsables appellent la «délinquance» dans la société capitaliste contre laquelle nous nous battons.

Que la mort et l'exemple de cette jeune travailleuse soit un cri d'appel à la lutte contre l'unique responsable le CAPITALISME ASSASSIN.

Depuis l'enfance, Mary Claude, enfant abandonnée a connu tous les services de la DASS, où l'on cherche à transformer les enfants en «assistés», soumis aux valeurs bourgeoises. Mais Mary Claude ne se soumettra jamais à ces valeurs, ni dans les places de domestiques où elle fut envoyée dès l'âge de 13 ans, ni peu après, dans la maison de correction, tenue par des religieuses et liée quand même aux services publics.

LE «DRESSAGE»

Là, on dresse les adolescents à l'humilité, à l'obéissance, au respect des puissants du système bourgeois, par le pain sec, le cachot, la quarantaine, l'incitation à la délation.

Mary Claude faisait des fugues, sachant que se faire expulser était le seul moyen d'échapper à cet enfer (entre autres aux avances des bonnes sœurs...)

On envoie alors la police la rechercher : interrogatoires pour lui faire avouer avec qui, chez qui, elle est allée, en la frappant, en braquant des lumières plusieurs heures dans ses yeux (elle a 14 ans). Elle ne céda jamais, c'aurait été une trahison. La gynécologue attachée à la «maison» vérifiait aussi chaque fois sa virginité en la soumettant de même à des interrogatoires policiers.

Lors d'une fugue avec un jeune Espagnol, on les prend en flagrant délit de vol dans un Prisunic ; tous les deux sont au chômage, totalement démunis, et Mary Claude est enceinte. Lui, on l'expulse de France, les empêchant ainsi de se marier. Elle, on l'envoie dans une «maison maternelle», dans une autre ville, accoucher sous un faux nom ; là on encourage les mères célibataires à abandonner leurs enfants. Mary Claude refuse d'abandonner sa fille.

Dans le foyer où elle revient, en attendant de trouver du travail, on veut bien la nourrir, elle, mais pas sa fille. Quand sa fille a 6 mois, les

bonnes sœurs trouvent que Mary Claude ne s'occupe pas bien de sa fille : elle va voir la télé le soir quand sa fille dort, elle fugue en emmenant sa fille, donc on la considère comme une mauvaise mère, pour ne pas dire une putain. Un jugement alors lui retire la garde de sa fille en 68.

LA «MALCHANCE»
OU L'ACCIDENT DE TRAVAIL

Ensuite, la «malchance» s'acharne sur elle. On ne lui redonnera sa fille que si elle trouve un bon travail : mais Mary Claude n'a pas son certificat d'études, et de toute façon les patrons débauchent pour un oui ou pour un non. Les assistantes sociales lui reprochent alors de n'être pas stable dans ses places, mais lui demandent de gagner plus, d'avoir des cheveux moins longs, d'être habillée «comme il faut», etc... Il y aura toujours des enquêtes de police pour vérifier sa moralité, pour l'effrayer sans cesse.

Enfin, elle trouve une place «stable» comme employée de blanchisserie-cadences infernales, salaire de misère, mais tout ce temps-là, la pensée de sa fille la soutient et lui fait accepter les pires conditions de travail et de vie.

«Malheureusement» — les machines sont vieilles, défectueuses, les patrons le savent — sa main droite se prend dans une presse, elle est écrasée et brûlée, irrécupérable. Comme c'est un accident de travail — mais l'employeur ne sera jamais inquiété pour ses machines et Mary Claude ne pourra toucher des dommages — on la mettra dans des centres de rééducation où elle pourra rattraper son retard scolaire. Malgré les propos méprisants de son assistante sociale, qui la juge trop bête pour être instruite, Mary Claude s'acharne au travail et réussit. Et pourtant, les conditions de ce centre, situé loin de sa fille, sont celles d'une prison, et Mary Claude y sera toujours mal vue, comme une rebelle. Elle subit un deuxième centre, une deuxième année, même chose.

Enfin libérée avec un certificat d'aide-comptable, elle croit qu'elle va retrouver du travail, et donc sa fille. Mais qui veut d'une handicapée de la main droite ? On sait que les entreprises préfèrent payer l'amen- de plutôt que d'embaucher le pourcentage d'handicapés obligatoires selon la loi. Elle ne sera pas reprise non plus dans son ancienne blanchisserie, celle-ci ayant fait faillite.

LE CHOMAGE DES HANDICAPÉS

Les services pour le reclassement des handicapés accidentés du travail ne seront pas capables de lui trouver même un travail à mi-temps, et d'ailleurs les enquêtes sont toujours tellement faites dans l'esprit de lui faire revivre un passé de coupable, qu'elle y renonce, craignant qu'on en profite pour ne pas lui rendre sa fille.

Mary Claude va donc rester un an et six mois sans travail, avec 250 F par mois dont elle donne 100 F à la DASS pour avoir un droit à retrouver sa fille (non consolidation) de son handicap, lenteurs médicales et administratives : elle ne touche toujours pas de pension).

L'OPPRESSION PERMANENTE
DE LA «JUSTICE»

Pendant tout ce temps elle n'aura droit de voir sa fille qu'une fois par semaine, et encore chez les parents nourriciers. Sa seule chance : ces derniers sont un couple d'ouvriers qui la soutiennent, l'encourageant à «tenir» voyant bien que l'injustice sociale de notre système est la cause de tout son malheur. Ils élèvent l'enfant dans l'amour de sa mère et font tout pour assurer au mieux la transition lorsque la petite rejoindra sa mère.

En novembre dernier, un centre dit «protégé» pour handicapés s'ouvre dans la ville, la candidature de Mary Claude a été retenue, mais, en définitive, elle n'est pas recon- nue comme assez rentable. En effet, les adultes y sont payés «au rendement» !

Dans sa solitude, et parce qu'elle sent que les prisonniers sont la plupart des victimes, comme elle, de la société, Mary Claude a accepté d'écrire à un prisonnier. Celui-ci s'éprend d'elle, veut l'épouser.

Dans le même temps elle a entrepris de nouvelles démarches pour récupérer sa fille, puisqu'elle a enfin obtenu une pension, un peu inférieure au SMIC.

Mais le juge chargé de son affaire n'accepte pas ces relations (encore épistolaires) : il la presse de rompre. Mary Claude, de plus en plus affolée, qui pressent qu'on mettra tous les obstacles à la restitution de sa fille, cède. Mais pas avant de s'être convaincue elle-même que c'était raisonnable, et en avoir loyalement discuté avec son ami.

Mais le juge n'est pas satisfait, il faudrait aussi qu'elle dise que ce prisonnier est un salaud. Le juge, garant des valeurs bourgeoises, usera tout naturellement de son immense pouvoir pour l'écraser et écraser la dignité de Mary Claude.

Mais Mary Claude refuse de céder : elle ne reniera pas tout ce qui a toujours fait sa force et sa valeur : sa profonde solidarité de classe. Alors, comme «punition» et abusant de son pouvoir, le juge lui fait croire qu'elle ne pourra plus sortir sa fille le mercredi et qu'elle ne récupérera pas sa fille avant plusieurs années, et encore...

Les pressions, les chantages, les tortures de toutes sortes qu'elle a subis de la part de tous les représentants de l'ordre bourgeois ; le chômage, la solitude, le dénuement complet n'ont jamais pu entamer son intégrité de classe, ses principes moraux de désintéressement total et d'entraide, mais le chantage du juge a fini par briser le seul ressort qui la maintenait en vie : l'espoir de vivre avec sa fille, espoir qui se confondait pour elle avec celui d'être enfin utile à la société.

Mary Claude se suicide, mais après s'en être «excusée» dans une lettre auprès de ses amis :

«Je viens vous dire adieu, je n'en puis plus, la vie sans C... (sa fille) n'est pas envisageable pour moi, jusqu'ici j'ai essayé de garder courage, mais là je flanche, c'est la solution de facilité peut-être penserez-vous, mais qu'importe, je suis à bout...

«Allez la voir (sa fille), j'ai mal pour elle, mais la vie pour moi est devenue impossible, comprenez-le, restez sur un bon souvenir de moi, je vous remercie de toute la gentillesse que vous avez eue pour moi...»

COMMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ
LA JEUNE GARDE ROUGE

l'exemplaire : 2,50 F.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant «pour la Jeune garde rouge».



25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

Certains camarades, certains amis nous ont dit : « Faire une souscription en fin d'année, c'est mal choisi, il y a les dépenses des fêtes, on a moins d'argent... »

Cela est peut-être vrai ; mais en apparence seulement. Car notre campagne de souscription n'a pas seulement un caractère financier : obtenir 25 millions en 45 jours. Elle est avant tout politique : faire connaître le journal et solliciter un soutien à la fois politique et financier suffisant pour mettre le journal en kiosques sur toute la France dès janvier.

Si nous regardons la souscription sous l'angle purement financier, l'obstacle majeur n'est pas « les fêtes, Noël », etc. C'est

bien les difficultés financières de nos amis et de nos camarades, de ceux qui sont au chômage, des petits salaires, etc. Et n'est-ce pas ceux-là, la grande majorité de nos lecteurs, qui ont toujours fait et font aujourd'hui des efforts considérables pour soutenir le journal financièrement ?

Ce sont les milliers de pièces de 5 F ou de billets de 10 F qui ont constitué la souscription dans le passé. Aujourd'hui nous avançons vers les 25 millions de la même manière.

Autre chose : la campagne des 25 millions se relie à nos autres objectifs. Faire connaître le quotidien — qui va bientôt sortir dans son nouveau format. Voilà pourquoi, comme support de la

souscription, nous avons édité des cartes postales et un calendrier 1976. Etargir sa diffusion, la rendre possible dans bien des coins, puisque c'est du succès de la souscription que dépend notre sortie en kiosques.

Quand nous vous sollicitons, vous amis lecteurs, quand nous, militants, sollicitons d'autres autour de nous, nous ne sommes pas des « quêteurs », mais poursuivons un objectif politique des plus clairs : faire que l'Humanité rouge quotidien soit de plus en plus au service des luttes quotidiennes de la classe ouvrière et du peuple, au service de nos objectifs politiques, l'indépendance nationale et la révolution dans notre pays.



sur le front culturel

Télévision — FR 3 — lundi soir

Ideologie made in USA

Encore un film américain. On ne peut plus les dénombrer sur nos écrans TV. Mais on peut imaginer les kilomètres de pellicule où sont gravées toutes ces images et l'idéologie pourrie « made in USA » qu'elles portent avec elles. Il est également inutile de chercher à compter les films américains vantant le système capitaliste, la concurrence, la pratique du « système D », etc.

Lundi soir, le film « Ce monde à part » cherchait à prouver que le gars du peuple, « pauvre et humble », s'il « en veut », s'il sait travailler, arrive toujours à la « reconnaissance sociale », à se faire « une place au soleil » et à être considéré comme une personne respectable par les gens de la haute.

Il est le poison mortel que l'on veut répandre la bourgeoisie pour garder son pouvoir et intéresser la classe ouvrière à son système pourri. « Surtout pas d'issue dans l'union, une seule solution la réussite individuelle en écrasant les petits copains d'à côté ! » C'est l'idée maîtresse de ce film. Paul Newman, le play-boy bien connu, part de

rien, se débrouille seul (il travaille sur un chantier — comme contremaître, pas comme ouvrier ! Allons donc — pour payer ses études de droit), il « magouille » tout seul, etc., etc., pour devenir un avocat réputé et mondain. Intervient alors un autre poison bourgeois. L'homme qui se hisse aux plus hauts sommets (du capitalisme) sait rester et ne peut rester sur ces sommets qu'en étant honnête et probe ! C'est le deuxième principe qui donne un aspect plus véridique à celui énoncé plus haut ! Le film montre bien d'ailleurs que Newman, avocat économique, ne veut pas se mouiller dans le politique (comme s'il y avait une différence...).

Il y aurait beaucoup d'autres thèmes à dénoncer tant ils s'enchevêtrent et se recourent, mais on peut dire que ce film — où il n'est bien sûr jamais question de la classe ouvrière — tourné en 1958 constitue déjà une défense du système impérialiste et de toute son idéologie au moment où celui-ci court déjà à son effondrement à la suite de la guerre de Corée en 1953.



UN LECTEUR NOUS ÉCRIT

Alors que la classe ouvrière et les masses populaires subissent la crise engendrée par le capitalisme, la télévision nous présente les bourgeois aux prises avec leurs problèmes métaphysiques. Un exemple : le feuilleton présenté en ce moment sur TF 1 : « Le renard à l'anneau d'or ». C'est l'histoire d'un jeune patron qui ne sait comment bien gérer son entreprise (ou comment faire des profits). Ajoutez à cela un peu de « psychologie » : ce « héros » hait son père qui, à sa

mort, ne lui a pas laissé assez d'argent ; de plus, sa femme semble être terrifiée par sa « volonté » (on aurait pu au moins la montrer révoltée contre ce monstre d'égoïsme...).

Voilà un « beau » feuilleton ! Alors que des ouvriers occupent leurs usines, que des étudiants ne savent pas quel avenir les attend, que des paysans pauvres subissent de plus en plus la crise, etc.

« Heureusement » il y a l'Humanité Dimanche avec Pif, le tiercé, la publicité et la mode (et pas la meilleure marché) ! Une honte !

Face à cela, malgré cela et surtout à cause de cela, il ne faut pas se désoler, il faut se battre. Et l'Humanité rouge le fait. Bravo.

Un lecteur d'Arcueil.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

	Pli ouvert	<input type="checkbox"/>	32 F	Pli fermé	<input type="checkbox"/>	60 F
1 mois	<input type="checkbox"/>	95 F	<input type="checkbox"/>	180 F	<input type="checkbox"/>	360 F
3 mois	<input type="checkbox"/>	190 F	<input type="checkbox"/>	500 F	<input type="checkbox"/>	
6 mois	<input type="checkbox"/>	300 F	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	
Soutien	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE N° 30 245-72 — La Source

COMORES :

LE COLONIALISME FRANÇAIS VEUT PROVOQUER LA FAMINE

Les îles Comores sont menacées de famine, indique un rapport du représentant adjoint du programme de développement de l'ONU à Madagascar, M. David Macadam.

Un porte-parole des Nations unies a fait état lundi à New-York de ce rapport, ajoutant que des mesures avaient été prises pour faire parvenir immédiatement 2 500 tonnes de riz aux habitants de l'archipel.

M. Macadam, qui a séjourné du 4 au 6 décembre dans les Comores, a exprimé son inquiétude devant un effondrement prévisible de l'économie de l'archipel. Celui-ci est, selon son rapport, menacé de faillite après que le gouvernement français eut mis fin à

son aide financière en juillet, à la suite de la déclaration d'indépendance de l'archipel.

Le départ de tous les fonctionnaires français, prévu pour le 15 décembre, aura pour effet d'aggraver encore la situation dans l'archipel, privé de blé, de sucre et manquant de riz.

Les autorités comoriennes ont en effet informé M. Macadam que les stocks de blé et de sucre étaient épuisés et que ceux de riz sont loin de suffire aux besoins de la population. Elles ont demandé, en conséquence, une aide urgente en vivres, ainsi qu'un soutien de leur aviation civile, de leurs finances et de leur administration judiciaire (voir éditorial).

CAMBODGE : NOUVELLE CONSTITUTION

Nous apprenons aujourd'hui que, le 14 décembre, vient de se dérouler avec succès le 3^e Congrès national cambodgien dans la capitale Phnom-penh, ayant pour ordre du jour l'étude et l'adoption du projet d'une nouvelle constitution.

Le congrès était présidé par Samdech Penn Nouth, premier ministre du GRUNK, et président du Bureau politique du Comité central du FUNK, Khieu Samphan, vice-premier ministre, et commandant en chef des forces armées populaires du Cambodge.

Le communiqué final diffusé par la radio nationale indique que : « 115 délégués étaient présents : tous les membres du

cabinet présents dans la capitale et 300 délégués ouvriers, 500 délégués paysans, 300 délégués de l'armée révolutionnaire ».

Il précise que le congrès, après avoir écouté le rapport présenté par Khieu Samphan sur le projet d'une nouvelle constitution et après en avoir discuté, a adopté à l'unanimité la nouvelle Constitution du Cambodge : aboutissement des travaux du Congrès d'avril dernier reconnaissant l'aspiration révolutionnaire des ouvriers, des paysans, et des forces armées révolutionnaires à établir sur la base d'un Cambodge indépendant, pacifique, neutre, non-aligné et souverain, une société égale, juste et démocratique.

DEUX SYNDICALISTES CFDT INculpÉS A LORIENT

Deux ouvriers du garage « Renault » de Lorient, membres de la CFDT, ont été inculpés mardi pour une prétendue « dégradation de véhicules ».

En octobre, les ouvriers des garages de Lorient s'étaient mis en grève, avec occupation des locaux. Ils avaient effectué des réparations gratuites pour populariser leur lutte. Aujourd'hui les patrons cherchent à se venger en faisant appel à leur justice.

Mardi matin, les deux ouvriers convoqués par le juge d'instruction étaient accompagnés par l'ensemble des travailleurs des garages « Renault », « Citroën » et « Le Bail » qui s'étaient mis en grève toute la matinée.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

développé en faveur du tiers monde. Il est aujourd'hui en mesure de s'opposer au pillage et de mettre en échec les tentatives de domination. Il fait respecter ses intérêts.

Ensuite parce que l'indépendance de pays tels que la France est elle-même menacée par les pires ennemis du tiers monde : l'URSS et les USA. Pour préserver son indépendance, un pays comme la France doit établir de nouveaux rapports, sur un pied d'égalité, avec le tiers monde. C'est une des conditions essentielles pour qu'il soit en mesure de défendre son indépendance vis-à-vis des superpuissances.

Ce sont là les caractéristiques de ce pays dits du second monde, situés entre le tiers monde et les superpuissances.

La place de tout révolutionnaire est au côté du tiers monde.

GREVES EN ESPAGNE

En Galice, des grèves ont eu lieu mardi dans les chantiers Astano, Endesa, Santo-Domingo et Refrey à El Ferrol, ainsi qu'à Citroën et Barreras à Vigo.

A Madrid, Valence et dans le pays basque, des grèves ont été enregistrées dans les banques.

Dans les Asturies, la grève s'est étendue à une vingtaine de puits de charbon, comptant envi-

ron 6 000 grévistes. Les ouvriers de neuf ateliers métallurgiques de Gijón, Aviles et San-Esteban, de Pravia se sont également associés au mouvement. Dans les hauts fourneaux d'Ensidea, à Aviles, la tension est grande.

A Valladolid, la grève a touché trois entreprises métallurgiques et cinq chantiers de la construction.

(Suite de la page 1)

Le camarade Kang Cheng était un membre d'élite du Parti communiste chinois, un grand combattant révolutionnaire du peuple chinois, un théoricien marxiste et un des dirigeants éminents du parti et de l'État.

La vie du camarade Kang Cheng était une vie luttant pour la cause du communisme, persévérant dans la continuation de la révolution. Durant la lutte de la révolution de démocratie nouvelle, dans la révolution et l'édification socialistes en Chine, comme dans la lutte pour renforcer la solidarité entre notre parti et les partis et organisations marxistes-léninistes du monde entier et combattre le révisionnisme moderne, et durant la grande Révolution culturelle prolétarienne, il restait toujours fidèle au parti et au peuple, appliquait avec fermeté la ligne révolutionnaire et prolétarienne du président Mao, stigmatisait sans défaillance les lignes révisionnistes de Wang Ming, de Liou Chao-chi, et de Lin Piao, défendait résolument

le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsetoung, accomplissant des exploits impérissables pour le parti et le peuple, et gagnant ainsi une affection profonde de tout le parti, de toute l'armée et du peuple tout entier.

Tout le parti, toute l'armée et tout le peuple doivent apprendre l'esprit révolutionnaire prolétarien et les nobles qualités du camarade Kang Cheng et, sous la direction du Comité central du Parti communiste chinois, ayant à sa tête le président Mao, prenant comme axe la lutte de classes, appliquer avec persévérance la ligne fondamentale du parti, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, consolider et développer les acquis victorieux de la grande Révolution culturelle prolétarienne, s'unir étroitement et lutter pour consolider la dictature du prolétariat, combattre et prévenir le révisionnisme et pour transformer la Chine en un pays socialiste moderne et puissant.



Sur la photo, le camarade Kang Cheng recevant en septembre 1967 Jacques Jurquet (directeur politique de l'Humanité rouge) comme chef de la délégation du Comité central du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) invitée en Chine par le Comité central du Parti communiste chinois.

Que soit éternelle la mémoire du camarade Kang Cheng, grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois et glorieux militant dans la lutte antirévionniste.